

LA MONARCHIE ESPAGNOLE - UNE INSTITUTION DANS LA CONTINUITÉ DU FRANQUISME

Le 14 avril 1931 est proclamée en Espagne la **Deuxième République**. En 1936 le Frente Popular gagne les élections. Soutenu par certains secteurs de la **CNT** et similaire au Front Populaire français, il établit des mesures progressistes comme l'amnistie pour les prisonniers politiques des révoltes ouvrières des années précédentes.

En 1936, le général **Franco** lance un coup d'état contre le gouvernement républicain qui déclenche la **Guerre Civile**. Victorieux, il instaure une dictature d'extrême droite catholique qui se prolongera pendant 40 ans. Avant sa mort, dans l'idée d'assurer la continuité du régime dictatorial, il nomme **Juan Carlos de Borbon** comme son successeur et future roi d'Espagne, et il prononce sa célèbre phrase: «Tout a été attaché, et bien attaché».

Face aux recommandations internationales de tenir un referendum concernant le modèle d'État à adopter, le gouvernement qui conduit la **Transition** refuse. Les sondages montraient une victoire de l'option républicaine, jugée comme plus instable. La monarchie réapparaît en 1975 en Espagne après le Franquisme, comme son héritage directe. Les pouvoirs hégémoniques pro-démocratie l'acceptent de crainte d'un retour des situations d'insurrection d'avant la guerre, comme celle des mineurs à Asturias en 1934 ou quand la **CNT** lors de la **Révolution de Barcelone** en 1936 s'est soulevée contre le gouvernement républicain et a collectivisé les industries locales.

Le rétablissement de la monarchie est accompagné d'autres mesures légales qui ont créé ce que l'on appelle aujourd'hui «**Régime de 78**», parce qu'il a été formalisé avec la Constitution de 1978.

La Loi d'Amnistie ou «**Pacte de l'oubli**», en 1977, est débuté comme une lutte pour l'amnistie de tous les prisonniers politiques de la dictature, mais elle a été récupérée par le bloc de droite du gouvernement pour inclure le pardon envers toute personne liée aux crimes du Franquisme et interdire les poursuites judiciaires contre ses tortureurs et assassins. Avec cette loi, la société espagnole a été dépossédée de sa mémoire, une grande partie de la population ignore aujourd'hui son histoire récente.

Les **Pactes de la Moncloa**, aussi en 1977, introduisent des réformes économiques destinées à *moderniser* le pays et à l'ouvrir au capitalisme européen. Les Pactes, y compris le licenciement injustifié, ont été signés entre autres par le Parti Communiste et le tout nouveau syndicat Patronal. Ils sont aussi signés par les syndicats jaunes liés au Parti Socialiste, UGT et CCOO, que se trouvent ainsi renforcés et deviennent les principales organisations du pays. La **CNT** est la seule force politique et syndicale qui a refusé de signer les Pactes.

Toute cette machine d'état, renouvelée et bien huilée, a servi à construire un pays et une identité qui a oublié son passé en s'appuyant sur un discours *pro-stabilité* et un esprit de *concorde*. Une concorde qui a permis que la nouvelle figure du chef d'État soit un héritier de **Franco** et que les bureaucrates franquistes fassent toujours partie des institutions publiques. Une concorde qui a vendu les travailleurs à la Patronale et qui a condamné les victimes de la Dictature et la Guerre Civile au silence.

Comme dans n'importe quel modèle d'État, celui imposé en Espagne en 1978 a comme but de protéger la suprématie des classes dominantes, indifférentes aux effets dans la société des actions atroces de ses prédécesseurs, d'oppresser et faire taire les travailleurs. La complicité Monarchie / Constitution / répression est très explicite. Et c'est sur cette relation que le fantôme de la Guerre Civile a été instrumentalisé afin de créer une logique de peur face à toute velléité de changement. Vainqueurs et vaincus, dictature criminelle et défense populaire : tout a été assimilé à une même violence dépolitisée et opposé à la stabilité promise par le «Régime de 78». La défense pour la récupération de la souveraineté populaire et la critique des institutions jamais votées sont mises au

même niveau que le coup d'état militaire fasciste du 36.

Voilà pourquoi nous nous opposons avec force à cette institution. Parce que la monarchie espagnole représente :

- La trahison des forces politiques et syndicales de l'époque envers la classe ouvrière, beaucoup parmi ces forces de tendance socialiste et communiste et qui sont toujours en activité en Espagne.
- La reconnaissance historiquement honteuse de la légitimité d'un régime fasciste qui étend toujours son influence sur la vie politique et sociale du pays, lorsqu'il ne menace pas de revenir avec la récente montée de l'extrême droite.

LE 23F

En 1981 a lieu une tentative de **coup d'état** militaire à l'Assemblée générale. Le roi s'exprime à la télévision contre les putschistes et prend parti pour la démocratie. L'image de l'institution monarchique sort très renforcée de cet événement, le roi gagne avec sa gestion de la tentative de coup d'État la légitimité démocratique qu'il n'avait pas face au peuple espagnol. Le 23F est utilisé jusqu'à la démission du roi comme un des arguments les plus forts pour la monarchie.

LA SITUATION ACTUELLE

Depuis 2008, le climat politique et social en Espagne évolue vers un rejet général de la politique traditionnelle et de ses institutions, nourri par la dégradation de l'état social et la corruption politique. Le roi et sa famille cumulent les scandales de corruption. Juan Carlos abdique en faveur de son fils **Felipe**, qui est présenté comme un roi plus moderne et honnête. Mais personne ne peut légitimer une institution pareille. Depuis l'abdication, les sondages publics ont cessé de publier les résultats sur la perception que la population a de la monarchie, les résultats étant chaque année plus négatifs. Plusieurs universités ont organisé des referendums informels qui ont donné des résultats largement en faveur d'une république.

REPRESSION DE LA LIBERTE D'EXPRESSION

La «**Loi bâillon**» sanctionne avec des peines de prison les personnes qui injurient les institutions. Plusieurs rappeurs ont été condamnés pour des chansons qui, par exemple, traitent le roi Juan Carlos de voleur.

En **Catalogne**, le referendum sur l'indépendance est réprimé avec violence, entraînant une grave crise politique. Les partis conservateurs, orientés de plus en plus vers l'extrême-droite, parlent d'interdire l'organisation de referendums pour des questions non visées par la Constitution, même s'ils ne sont que consultatifs.

Le débat public sur la monarchie semble de plus en plus impossible. Nous profitons de cette journée pour rappeler que dans les veines de la démocratie espagnole coule du sang fasciste et des crimes impunis. Sans abolition de la monarchie, il n'y aura pas de la liberté pour le peuple.

MORT AU PACTE DE L'OUBLI ET A BAS LA MONARCHIE !

La CNT est un syndicat

où s'organisent les travailleurs,

au sens large (salariés, chômeurs, précaires, retraités, étudiants et lycéens).

À la CNT, il n'y a pas de permanent

syndical. Personne ne reçoit

de salaire pour militer. Et nous

n'avons ni chef ni bureaucratie,

car nous refusons toute hiérarchie entre

militants. Tout ce que nous faisons,

nous le faisons pour l'émancipation

des travailleurs. **Nous n'acceptons**

aucune subvention de l'État

et des patrons, pour garantir

notre indépendance et notre

liberté d'action.

 Nous ne fonctionnons

qu'avec les cotisations de nos adhérents.

Nous sommes anarcho-syndicalistes

et syndicalistes révolutionnaires.

Nos bases sont la lutte des classes

et le communisme libertaire.

Nous sommes pour l'abolition

de l'État, en tant que bras armé

du patronat.

 C'est pourquoi nous

ne syndiquons pas leurs forces

répressives (police, armée, vigiles, etc.).

Enfin, nous sommes une organisation

horizontale et autogestionnaire. Tous les

mandats sont tournants et révocables.

Chacun participe

au fonctionnement et aux

prises de décision.

★ N'HÉSITES PAS À NOUS

CONTACTER :

etpreci75@cnt-f.org

33, rue des Vignoles, Paris xx^e

★ FACEBOOK :

CNT.Region.parisienne

★ WEB :

www.cnt-f.org/urp

